



# NPA

NOUVEAU PARTI  
ANTICAPITALISTE  
[www.npa2009.org](http://www.npa2009.org)

## TAPIE, LAGARDE, SARKOZY AND CO... LE POUVOIR AU SERVICE DES RICHES PAS DE TRANSPARENCE SANS LE CONTRÔLE DE LA POPULATION

Bernard Tapie a été placé lundi dernier en garde à vue dans le cadre de l'enquête sur l'affaire du Crédit Lyonnais. Avant de se rendre à la convocation des juges, il s'était exclamé sur Europe1: «*Qu'est-ce que vous croyez? Des rendez-vous comme celui-là, j'en ai eu sept avec Eva Joly. Résultat : six non-lieu et une relaxe [...] même système, même procédure, j'en ai rien à foutre...*» Tapie a raison de ne pas s'inquiéter de son sort personnel mais cette affaire donne un tableau éloquent des amitiés particulières entre le monde de l'argent, le pouvoir et ceux qui le servent.

### Escroquerie d'Etat

Tout a commencé en 1992. Bernard Tapie entre au gouvernement alors que Mitterrand est Président de la république, la gauche au pouvoir. Il cède l'essentiel de ses entreprises dont Adidas, acheté deux ans plus tôt et revendu par le Crédit Lyonnais deux milliards de francs, prix inespéré pour Tapie. Mais ce dernier estimera avoir été floué par son banquier. Il engage une bataille judiciaire contre le Consortium de réalisation (CDR), organisme public chargé de liquider les vieilles affaires du Crédit Lyonnais après que l'État a eu sauvé la banque de la faillite.

En 2007, Sarkozy - que soutient Tapie - est élu. En octobre de la même année, la nouvelle ministre de l'économie, Christine Lagarde, ordonne au CDR de régler le conflit par un arbitrage privé, arbitrage de complaisance qui octroie 403 millions à Tapie dont 45 millions au nom du «*préjudice moral*». Le préjudice moral a un prix beaucoup plus élevé pour les riches que pour le commun des mortels!

### Bande organisée

Il faudra attendre août 2011 pour que la cour ouvre une enquête visant Lagarde pour «*complicité de faux*» et «*détournement de biens publics*». Une information judiciaire contre X est ouverte pour «*usage abusif de pouvoirs sociaux et recel*» puis pour «*détournement de fonds publics*».

Le 10 juin dernier, l'ancien directeur de cabinet de Lagarde, Stéphane Richard, aujourd'hui PDG d'Orange, ainsi que d'autres comparses sont mis en examen pour «*escroquerie en bande organisée*». Tout ce petit monde se tenait par la barbichette avec la bénédiction de l'Elysée ou Guéant organisait les réunions...

### Imposer le contrôle de la population

L'affaire Tapie est un nouveau révélateur des mœurs des sommets de l'Etat et de la finance, de ce petit monde de privilégiés qui exercent le pouvoir et auquel tout est permis. Et ce sont eux qui voudraient nous imposer leur politique d'austérité!

Après l'affaire Cahuzac, Hollande a prétendu vouloir moraliser la république comme Sarkozy avait prétendu la vouloir exemplaire! Il vient de faire voter une loi sur la transparence de la vie publique. De la poudre aux yeux qui ne changera rien. D'ailleurs Hollande lui-même n'a-t-il pas apporté son soutien au PDG de Orange mis en examen!

La transparence sur la marche des affaires et de l'Etat comme des entreprises ne pourra venir que d'en bas, de l'organisation, de la mobilisation des salariés, des usagers, de la population pour faire de la politique, dire leur mot, défendre leur propres intérêts.

### POUR PRENDRE CONTACT:

Envoyez vos coordonnées par courrier à: NPA, 2 rue Richard Lenoir - 93100 Montreuil  
Ou par mail à: [ecriture@npa2009.org](mailto:ecriture@npa2009.org)

Nom:

Prénom:

Adresse:

Tél:            Mail:

25 juin 2013